

## L'Allemagne, championne du monde ? par Jérôme Creel Economiste à l'OFCE

La Tribune 17 janvier 2007

Depuis quelques mois, à lire les médias, tout porte à croire que le modèle économique à suivre désormais est celui de l'Allemagne. Croissance retrouvée, moral au beau fixe des industriels, carnets de commande bien remplis, première place au classement des pays exportateurs, profonde libéralisation du marché du travail, changement de philosophie avec le passage d'un système d'assistanat à un système d'incitation et de contraintes à la reprise d'activité (selon l'adage " le travail, c'est la santé "), etc. : les motifs de se réjouir sont nombreux. L'Allemagne semble avoir réussi sa mue libérale.

Que la croissance économique ait été faible pendant cinq ans, que les consommateurs ne consomment pas, que les chômeurs, certes moins nombreux selon les statistiques officielles, représentent toujours aux alentours de 4 millions d'individus, que l'on soit obligé de travailler pour 1 euro de l'heure (mini-jobs) afin de conserver ses droits, que la convergence entre les parties occidentale et orientale soit lente, voire stagnante, ne semblent plus poser problème. Dommages collatéraux transitoires, sans doute.

Sauf que l'Allemagne est un grand pays, au sens où sa croissance économique dépend fondamentalement de ses moteurs intérieurs : consommation privée, investissement privé et dépenses publiques. Compte tenu de l'atonie du premier, et en phase d'assainissement des finances publiques pour satisfaire au Pacte de stabilité et de croissance, on comprend mieux les chiffres décevants, même récents, de la croissance allemande. Car il ne faut pas oublier que la croissance allemande reste faible. Que l'on se satisfasse d'une croissance prévue du PIB de 1,8 % en 2007 est tout simplement aberrant dans un pays qui compte autant de chômeurs, à moins bien sûr d'associer chômage et loisirs. Cela n'est pas sérieux et la situation allemande ne laisse pas d'être préoccupante, tant pour les Allemands eux-mêmes que pour leurs partenaires qui comptent sur leurs exportations vers l'Allemagne pour doper leur propre croissance.

Faut-il un électrochoc ?

Le fait que l'Allemagne prenne la présidence de l'Union européenne n'est pas moins préoccupant. La stratégie non coopérative mise en oeuvre en Allemagne depuis 2000 est un jeu à somme nulle. L'Allemagne y gagnera ce que ses partenaires auront perdu. Cette stratégie consiste à relancer la désinflation compétitive appliquée aux Pays-Bas au début des années 80, puis suivie par les autres pays européens. À l'époque

déjà, seuls les Pays-Bas avaient tiré leur épingle du jeu, mais il s'agissait d'un petit pays, largement ouvert vis-à-vis de l'extérieur, notamment grâce à ses ports. En comparaison, l'Allemagne ne fait pas le poids. La chancelière allemande sera-t-elle capable de provoquer un électrochoc européen pour relancer la construction européenne ? Plusieurs cas de figure sont possibles.

Elle pourrait convaincre ses partenaires de la pertinence de la stratégie allemande et inciter ces derniers à l'adopter. Il faudrait cependant avoir la mémoire courte, notamment en France, pour oublier ce qu'a coûté cette stratégie en termes de chômage. Elle pourrait tout aussi bien profiter de la relative embellie allemande pour faire preuve de générosité, en proposant une initiative de croissance coordonnée entre des pays volontaires. Une telle initiative pourrait consister à financer sur fonds nationaux des dépenses publiques transnationales (universités binationales, bourses de recherche, infrastructures de transport, etc.), améliorant les synergies entre États membres. Elle pourrait, enfin, proposer d'adopter une stratégie de change commune, afin de limiter à l'avenir l'appréciation de l'euro face aux principales monnaies internationales. Avec un taux de change de l'euro par rapport au dollar plus contracyclique - s'appréciant quand la croissance est forte, se dépréciant sinon -, les États membres de la zone euro n'auraient plus à compenser leurs pertes de compétitivité-prix par des pressions à la baisse sur les salaires. Partant, la consommation repartirait... en Allemagne et ailleurs.

Il y a malheureusement gros à parier que la présidence allemande n'aboutisse, éventuellement, qu'à une proposition d'adoption d'un mini-traité, ou mini-constitution européenne, conservant du document initial ce qui, croit-on, ne fâche personne. Mini-traité, mini-engouement, mais ce serait le maximum. L'Europe mérite sans doute mieux qu'un mauvais slogan publicitaire.

Jérôme Creel, économiste à l'Office français des conjonctures économiques